

Yves Dubreil au TCR :
Le père de la Twingo
donne une conférence
de... stress

l'étincelle*

Technocentre
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 24 novembre 2015

On ne peut vivre tranquille dans un monde barbare

Les attentats du 13 novembre à Paris, commandités par Daech, ont tué aveuglement 130 personnes et fait plus de 300 blessés. Depuis, un autre groupe terroriste islamiste a fait 19 morts à Bamako, capitale du Mali, tandis que Bruxelles vit depuis plusieurs jours en état de siège, sous la menace d'un attentat. Nombreux sont ceux qui, en France et dans le monde entier, ont tenu à exprimer émotion et solidarité avec les proches des victimes de ces actes barbares qui ne peuvent que soulever horreur et indignation.

Récemment, Daech a aussi fait 224 morts dans l'explosion d'un avion russe et, jeudi 12 novembre, 43 morts à Beyrouth. Sans compter que les premières victimes de Daech sont les populations musulmanes forcées de vivre sous sa dictature.

Bachar El-Assad, quant à lui, a fait libérer des prisons syriennes des islamistes (et des truands) afin d'écraser le début de révolution populaire en 2011. Et bien qu'il ait bombardé sa population, les grandes puissances sont en train de se rabibochoer avec lui.

« Nous avons multiplié les foyers de terrorisme »

Mais les terroristes sont aussi les enfants des puissances occidentales qui, pour maintenir leur ordre, ont favorisé les courants intégristes. En 2001 « il y avait un foyer de terrorisme. Aujourd'hui il y en a une quinzaine. Nous les avons multipliés », explique De Villepin, ex-ministre des Affaires étrangères de Chirac, un spécialiste !

Car derrière les dictatures, derrière les bombardements en Syrie et en Irak (et ses nombreuses victimes civiles), il y a la volonté des grandes puissances de maintenir les peuples dans la servitude, au Moyen-Orient riche en pétrole comme dans le monde entier. Vendredi 13 novembre, cette barbarie nous a rattrapés.

Des lois d'exception utilisées aussi contre les travailleurs

Hollande a instauré l'état d'urgence pour trois mois. Il a annoncé 600 millions de rallonge budgétaire pour recruter des milliers de policiers, de gardiens de prison, de douaniers et de militaires. Et, si Hollande a félicité les personnels hospitaliers pour leur mobilisation au secours des blessés, il n'a pas renoncé à supprimer 22 000 emplois hospitaliers ! Le « pacte de sécurité » ne vaut pas pour la santé.

Ni pour les travailleurs en général. On assiste à la poursuite des suppressions d'emplois, à la remise en cause du code du travail, aux attaques sur les retraites.... Et pas question de protester ! Le gouvernement a interdit les manifestations, lors de la COP 21 comme les manifestations syndicales. Heureusement, des militants associatifs et d'extrême gauche ont bravé l'interdiction de la manifestation de solidarité avec les migrants dimanche dernier à Paris. Et d'autres braveront l'interdiction lors de la COP21.

Continuer à vivre... et à manifester

Hollande nous invite à vivre comme avant, à aller au spectacle ou au bistrot pour montrer que les terroristes n'ont pas gagné. Alors oui, continuons à vivre, mais continuons aussi à revendiquer, à lutter, à faire grève, à manifester ! Pour montrer à tous ces politiciens, de Droite, de Gauche et d'Extrême droite et au Medef, qu'eux non plus n'ont pas gagné.

Régionales : votez Lutte Ouvrière

Dimanche 6 décembre au 1^{er} tour des élections régionales, Lutte Ouvrière présente des listes « pour faire entendre le camp des travailleurs ».

Voter pour ces listes, c'est se prononcer pour un programme de lutte : interdiction des licenciements, augmentation des salaires et des retraites...

C'est refuser le piège de l'unité nationale permettant à Hollande, Sarkozy ou Le Pen de parler en notre nom, et au gouvernement d'interdire toute manifestation, des hospitaliers contre les réductions de budget et de personnel ou des salariés d'Air France contre les licenciements et les sanctions.

Ce n'est pas l'union nationale, mais la solidarité des travailleurs, par-delà les frontières, qui peut empêcher que le monde ne sombre dans la barbarie.

Sécurité à géométrie variable

Le Comité d'Etablissement de Guyancourt a annulé les spectacles de Noël du week-end dernier (à la différence de Lardy), se pliant aux consignes de la direction « d'éviter tout rassemblement ».

La direction de l'Ingénierie organise pourtant cette semaine une série de conférences au Technocentre, avec venue en car de centaines de salariés de Lardy, Aubevoye, VSF, Cléon et Le Mans. Tout ce ramdam pour célébrer les « fiertés de l'Ingénierie »... et surtout resserrer les troupes. Comme quoi malgré les consignes, on peut se rassembler.

Du pain et des jeux

Au menu de l'opération « *l'Ingénierie, au cœur de l'offensive produit* » : une semaine d'exposition, de conférences, un quizz avec des lots à gagner et... le retour de la journée de l'équipe. Ces animations (du « team building » qui n'a rien de désintéressé) visent à « *remercier l'ensemble des collaborateurs pour les efforts fournis durant l'année* ». Et pour les augmentations de salaire, il y a aussi un quizz ?

Innover ? Chiche !

C'est Yves Dubreil qui a préparé les conférences « Histoire Renault & Innovation » de cette semaine. L'ancien directeur du projet Twingo (X06) est aussi connu pour mettre ses équipes sous pression, car « *le stress c'est la vie* » disait-il.

Mais le stress c'est aussi la mort. Après la vague de suicide de 2006/07 qui ont endeuillé le TCR, les discours sur le stress positif ont fait place à ceux sur la réduction des risques psycho-sociaux. Mais les méthodes de management demeurent, avec leur lot de burnouts et de salariés qui craquent. Et si l'Ingénierie innovait dans d'autres méthodes de management ?

Le père du management par le stress

Dans les années 90, Yves Dubreil donnait déjà des conférences. Il y livrait sa conception du directeur de projet qui « *à un moment [...] s'assoit sur le couvercle de la marmite pour contenir coûts et délais. Cela créé beaucoup de stress mais c'est bon* ». Le « père de la Twingo » vantait « *cette merveilleuse propriété des échéances stressantes* » car « *réduire les délais entretient la mobilisation.* » Pour lui, « *le plus difficile est de faire en sorte que les gens s'approprient assez les objectifs du projet pour renoncer à la beauté de leur métier* », etc.

La direction sollicite un apôtre du stress pour donner des conseils en management. Tout un symbole !

Mise en bouche

L'information sur l'inscription aux conférences Renault & Innovation de cette semaine est arrivée seulement lundi dernier dans les UET. Un avant-goût de la conférence et du management par le stress ?

L'autre état d'urgence

C'est l'état d'urgence ! Le gouvernement trouve tout d'un coup de l'argent pour embaucher des policiers ou des militaires. Chez Renault aussi, de nombreux secteurs sont dans une situation d'urgence. Salaires, embauches : décrétons l'état d'urgence sociale !

Un institut de la pompe à fric

Renault vient de créer un Institut des Affaires Publiques dont la mission est de diffuser des « *techniques de lobbying* », avec comme formations : « *comment préparer une rencontre avec un ministre* » ou « *les principaux leviers publics pour booster nos ventes* ». C'est vrai : Renault a un réel savoir-faire pour pomper l'argent public. On l'a vu avec le CIR.

Des congés qui ne sont pas à la fête

Par flash info, la direction conseille de vérifier ses compteurs de congés afin de ne pas en perdre lors de l'écrtage du 31 décembre. Sauf qu'il faut pouvoir les prendre et qu'on préférerait choisir nos dates. Et c'est Renault qui touchera le jack pot en écrtant des milliers de jours de congés. Tous en vacances !

Flins : les intérimaires se rebiffent

A Flins, Renault emploie 1750 intérimaires pour 2100 salariés en CDI. Des intérimaires dont la direction use et abuse. Résultat : 350 d'entre eux ont débrayé vendredi 13 novembre en recevant leur fiche de paie, rejoints par une centaine de salariés Renault. En fait, cela fait longtemps que les intérimaires se plaignent des « oublis » sur leur paye (heures sup et samedis travaillés non payés, primes de nuisance, de douche ou de nuit non versées...), sans compter les retards de paiement. Et comme rien ne bougeait... La direction se plaint que la grève lui a coûté 500 véhicules. Elle n'a que ce qu'elle mérite.

Des usines à précaires

Avec un véhicule toutes les 58 secondes, Palencia tourne à plein régime. La direction vante les effets de l'accord de compétitivité de 2012 en Espagne qui lui aurait permis de doubler les effectifs de Palencia, avec 2 300 salariés de plus en 15 mois. Sauf que les nouvelles embauches se font à 72,5 % du salaire d'un ouvrier qualifié, et pour 18 mois. A Palencia comme à Flins, Renault carbure à la précarité. Ya basta !

Nouvelle victoire des cadres d'Altran

Début novembre, la Cour de cassation a donné raison à 12 ingénieurs d'Altran ayant des contrats de forfait en heures et qui faisaient des heures supplémentaires non payées. La Cour a confirmé le jugement de 2014 où 21 cadres d'Altran avaient obtenu 30 000 € d'indemnités en moyenne (630 000 € au total). Cette victoire a incité 450 autres ingénieurs d'Altran à aller aux Prud'hommes. La preuve que cadre ne veut pas dire prêt à se faire arnaquer sans rien dire !